

Légation de Suisse  
en  
France.

Paris le 15 Février 1890

En circulation  
17. II. 90  
a g

Monsieur le Conseiller fédéral

Hier après-midi, M. Jules Ferry est venu me faire une longue & amicale visite, au cours de laquelle il a dit, soit sur la situation intérieure & ministérielle française, soit sur la situation européenne, différentes choses utiles à noter.

M. Jules Ferry a fait tout d'abord observer que, si la Chambre avait voté l'enquête sur les élections de 1<sup>er</sup> Déc<sup>r</sup>, au lieu d'invalider purement & simplement son concurrent M. Pilot, c'était, en partie, il est vrai parce que l'enquête parlementaire revèlera des faits intéressants, mais surtout parce que les radicaux parisiens tenaient, pour les élections complémentaires de demain dans la Capitale, d'être devenus les  
+ à éviter le reproche

Monsieur  
Monsieur Droz, Conseiller fédéral  
Chef du Département des affaires étrangères

Berne



"circons de votes de l'infamé Ferry" pour employer le langage usuel des  
 réunions électorales. — M. Jules Ferry a, d'ailleurs, la conviction  
 que les élections de demain seront de nouveau bonlangistes; selon  
 lui, il n'y a rien à faire dans la capitale, où les républicains de toute  
 nuances sont désorganisés, ou plutôt n'ont aucune organisation quelconque;  
 la population est trop mobile, trop profondément immorale & corrompue  
 pour être disciplinable; l'ouvrier parisien & le parisien est un jouisseur  
 et un débauché; Lefévre lui-même avoue qu'il n'a pas plus de 3000  
 propriétaires organisés, et à quel prix! M. Ferry se demande, d'ailleurs si, dans  
 l'absence de sens moral de la presque totalité des Parisiens, ce n'est pas  
 très-heureux pour la France que leur tempérament soit rebelle au pur esprit  
 de discipline des races germaniques.

L'ancien Président du Conseil a insisté sur la pensée, qu'il a déjà  
 rendue publique dans une Revue, que le Bonlangisme était un mouvement conservateur,  
 marquait une tendance de l'opinion publique à une réaction; il estime donc  
 que le gouvernement devrait résolument gouverner dans cet esprit, et il affirme

que la Chambre actuelle le mirait aveuglément, tant elle est imprégnée  
 du besoin de calme & d'oléifane papifère qui anime la province  
 française, cette province qui a toujours été gouvernée & qui  
 supplie la République de la mener, en lui cédant les décisions &  
 les responsabilités. — Au lieu de cela, que fait le Cabinet ? Est-il  
 possible d'imaginer une fortune plus surprenante que celle de  
 M<sup>r</sup> Tirard ? Et en disant ces paroles, M<sup>r</sup> Ferry n'avait pas l'air  
 d'attribuer à son supérieur actuel les conditions intrinsèques qui constituent  
 le génie politique. — "quant à M<sup>r</sup> Rouvier, il a en lui l'étoffe d'un  
 grand ministre des Finances, je dirai même qu'il est un grand ministre  
 des Finances; seulement je supplie mon ami Rouvier de vouloir, et de  
 prendre un parti; il faut en finir avec cette phrase absurde "pas d'emprunts  
 ni d'impôts nouveaux"; il est nécessaire de faire un emprunt & de  
 créer beaucoup de dépenses nouvelles; c'est à tort qu'on retarde toujours les  
 propositions inéluctables sous le prétexte qu'on en est à la veille d'élections; il  
 y aura toujours des élections partielles, ou des élections municipales dans les  
 grandes villes; il faut faire voter les nouvelles recettes au début de la  
 législature

sous peine de ne jamais aboutir. — Quant à la politique extérieure,  
 que pensez-vous de Spuller ? — J'ai répondu qu'il était  
 très obligeant, très affable, très conciliant, très désireux d'aplanir  
 les petits conflits & que le Ministre des Affaires Étrangères était fort  
 apprécié par mes collègues. — "Je n'en suis pas surpris, a dit  
 M. Ferry; l'excellent Spuller l'étonne qu'on l'attaque; si encore on  
 a dit que je suis un voleur, papa encore, mais ils disent que  
 "je ne suis pas intelligent". — Vous voyez que M. Jules  
 Ferry commence à devenir un peu amer; on le deviendrait à  
 mesure & peu d'hommes sont plus excusables que lui de mal  
 penser de leur prochain. — "M. Spuller, a continué M. Ferry,  
 fait comme Tirard, comme Rouvier, comme tous les autres; il  
 croit qu'ajourner une difficulté, c'est gouverner; c'est ainsi qu'un  
 lieu d'envoyer sans retard Bihot de Libonne remplacer Mariani à  
 Rome, il incline à attendre au mois de Mars, époque à laquelle  
 Laboulaye prendra peut-être sa retraite, ensuite qu'on ferait un  
 grand mouvement diplomatique; comme si de faire un grand

mouvement rendait moins délicates les questions de personnes. — Spuller & ses collègues vont sans doute aussi ajourner la grande affaire des réserves de Guillaume II & des conférences de Berne et de Berlin, parce qu'ils n'osent prendre un parti. Il est impossible de lui par se gêner plus nettement une situation plus misérablement belle; quand on pense à la différence de l'état des esprits en Fivris 1890 et en Fivris 1889, à l'apaisement survenu, à l'effacement des intransigeants, à la toute puissance que pourrait prendre le cabinet, et quand on voit l'absence d'emploi de toute autre force, on est navré et irrité."

M. Ferry n'hésite pas à considérer le résiste de l'Empereur d'Allemagne comme un coup de tête personnel; il a pure avoir en Allemagne, à Hambourg, un excellent correspondant qui lui décrit l'état des esprits comme fort peu enthousiaste; les bourgeois, les modérés, les conservateurs, sont soit hostiles soit très embarrassés devant le résiste; seuls les socialistes et les socialistes-chrétiens

chrétiens s'en disent satisfaits. Il est certain pour M<sup>r</sup> Ferry que le prince de Bismarck n'était pas partisan de cette conférence. Dans la pensée de M<sup>r</sup> Ferry, elle échouera misérablement; jamais l'Angleterre, pour améliorer la situation des mineurs allemands ou éviter des grèves aux compagnies houillères d'Allemagne, ne songera à augmenter ou qu'à laisser les prix de la houille de Cardiff ou de Newcastle et aggraver la situation et le prix de revient des produits chimiques sur le marché du monde. —

Tout cela est chimérique. Est-ce que la France, qui est absolument hostile à l'heure actuelle à la conclusion de traités de commerce, pourrait songer à aller bien, à Berlin, des choses cent fois plus intimes qu'un tarif, les heures de travail de ses ouvriers, la législation nationale sur la liberté du travail même le dimanche, le régime social des femmes? Et qui oserait prendre dans le pays-ci la responsabilité d'aller, au nom de la France républicaine, examiner les divers faces de la question sociale avec des

monarchistes, autoritaires ou autres, négligemment entraînés par toute leur  
 éducation & toute la tendance de leur esprit à considérer le  
 socialisme à un point de vue absolument autre que le point  
 de vue des États à démocratie avancée comme la Suisse ou  
 comme d'autres Républiques. — Même la conférence de Berne, avec  
 son caractère préliminaire, constituait un danger, un pas dans  
 l'internationalisation de choses qui, de leur essence, ne sont pas  
 de nature à sortir du domaine national; on risque facilement, en  
 y mettant le petit doigt, de se trouver un beau jour, par la négligence  
 d'une conférence autour d'un tapis vert, entraîné à accepter ou à  
 subir des choses, des réglementations, que l'autre comprendrait  
 autrement que vous, parce que les mêmes mots n'ont pas toujours  
 le même sens pour chacun. — "Finalement, le socialisme  
 a consisté à vouloir travailler le moins longtemps possible, 8 heures  
 ou 6 heures par jour, et à être payé aufrichien que si l'on  
 travaillait 12 heures."

J'ai répondu à M. Ferry en lui exposant la marche lente & progressive de nos lois socialistes ou sociales, loi sur les fabriques, loi sur la responsabilité des patrons, etc., les résultats acquis grâce à cette marche prudente, l'acceptation lente de ces lois même par les patrons les plus hostiles au début, le concours que les chefs de nos plus grandes fabriques apportent aujourd'hui aux réformes projetées en matière d'assurances obligatoires, dans un pays qui a été le premier à avoir le service obligatoire et qui possède depuis 3/4 de siècle l'épargne obligatoire des immeubles contre l'incendie, sans parler de l'assurance primaire non moins obligatoire. Je lui ai donné connaissance de notre offic confidentiel du 8 Février indiquant à grands traits notre attitude expectante jusqu'à l'arrivée de communications plus détaillées de l'Allemagne, et je ne lui ai pas caché que j'avais été, comme aussi mon ami M. Clavery Directeur au Ministère français des Affaires étrangères, frappé de la plume du rescrit de Guillaume II relative à la "concurrence sur le marché international" avec "des bouches étrangères"; et la France juriste à s'isoler



économiquement, ai-je entendu, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'à Berlin, on cherche à retirer les bénéfices de cette attitude du parlement français; il y a là tout un côté de la question sur lequel il faut attendre les éclaircissements de l'Allemagne.

Je n'étais pas fâché de planter ce jalon dans l'esprit de M<sup>r</sup> Ferry, qui est protectionniste comme Vosgien et qui est l'intime de M<sup>r</sup> Méline.

Pour résumer une entretien avec M<sup>r</sup> Jules Ferry, je constate qu'il entend certainement rentrer à la Chambre et je ne doute pas qu'il n'ait le projet de se représenter à St. Die; je comprends mais je regrette son arriération à l'égard du Cabinet Tirard, et constate qu'il y a manqué à peu près complet de "sens socialiste" chez l'ancien Président. —

agney

Agriez, Monsieur le Conseil fédéral, les  
apures de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse

Dardy